

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Soixante-cinquième session du Comité permanent
Genève (Suisse), 7 – 11 juillet 2014

Interprétation et application de la Convention

Respect de la Convention et lutte contre la fraude

LOIS NATIONALES D'APPLICATION DE LA CONVENTION

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Historique

2. Le projet sur les législations nationales (PLN) est une procédure d'assistance technique et d'aide au respect de la Convention propre à la CITES, créée en 1992. Son objectif premier est d'analyser les lois d'application des Parties sur l'adoption et l'application de la Convention par rapport aux obligations énoncées dans le texte de la Convention et dans la résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP15), sur les *Lois nationales pour l'application de la Convention*.
3. L'indicateur 1.1.1 de la *Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2020* porte sur le nombre de Parties qui se trouvent dans la catégorie 1 du PLN, reflétant l'importance que les Parties attachent à l'adoption de lois pour une application effective de la Convention.

Progrès accomplis depuis la 63^e session du Comité permanent et la CoP16

4. Suite à la discussion de l'ordre du jour sur les lois nationales d'application de la Convention à l'occasion de la 63^e session du Comité permanent (Bangkok, mars 2013), et à une proposition du Président, le Comité permanent a demandé au Secrétariat "de produire un résumé des progrès réalisés et des problèmes rencontrés par chacune des Parties concernées, pour examen à la 65^e session du Comité permanent". Le Secrétariat a modifié son tableau sur l'état des législations afin d'inclure cette information et le tableau mis à jour est contenu dans l'annexe du présent document.
5. Durant les discussions du Comité II sur les législations nationales, à la 16^e session de la Conférence des Parties (CoP16, Bangkok, 2013), il a été suggéré que les Parties qui sont parties à la Convention depuis 20 ans au moins doivent avoir mis en place des mesures d'application de la CITES appropriées et que l'accent mis sur l'adoption de la législation doit être renforcé car il s'agit d'un indicateur essentiel du respect et de l'application effectifs de la Convention. Par la suite, la Conférence a adopté les décisions 16.33 à 16.38 sur les lois nationales d'application de la Convention, comme suit:

À l'adresse des Parties

- 16.33 *Au plus tard à la 66^e session du Comité permanent, les Parties dont la législation est en catégorie 2 ou 3 au titre du projet sur les législations nationales et qui sont parties à la Convention depuis plus de 5 ans à dater de mars 2013, devraient soumettre au Secrétariat, dans l'une des langues de travail de la Convention, les mesures appropriées qui ont été adoptées pour une mise en œuvre effective de la Convention.*
- 16.34 *Pour toute Partie concernée par la décision 16.33 qui est Partie à la Convention depuis moins de 20 ans, au cas où des circonstances exceptionnelles l'empêcheraient d'adopter des mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention, cette Partie*

devrait aviser le Secrétariat par écrit de ces circonstances exceptionnelles au plus tard pour la 66^e session du Comité permanent.

- 16.35 Les Parties dont la législation est en catégorie 1 au titre du projet sur les législations nationales sont encouragées à fournir une assistance technique ou financière à une ou plusieurs Parties dont la législation est en catégorie 2 ou 3 au titre du projet sur les législations nationales.

À l'adresse du Comité permanent

- 16.36 À ses 65^e, 66^e et 67^e sessions, le Comité permanent examine les progrès accomplis par les Parties dans l'adoption de mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention.
- 16.37 À sa 66^e session, le Comité permanent recommande une suspension du commerce de spécimens d'espèces inscrites à la CITES avec les Parties concernées par la décision 16.33 qui n'auront pas adopté les mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention. Cette recommandation prendra effet 60 jours après la conclusion de la 66^e session du Comité permanent. Au cas où des circonstances exceptionnelles empêcheraient toute Partie concernée par la décision 16.33 qui est Partie à la Convention depuis moins de 20 ans de promulguer une législation avant la 66^e session du Comité permanent, le Comité permanent examinera la situation et décidera des mesures appropriées pour y remédier. Toute Partie concernée par la décision 16.33, qui est Partie à la Convention depuis au moins 20 ans et qui n'aura pas adopté de mesures appropriées ou décidé d'un calendrier législatif approprié avec le Secrétariat, avant la 66^e session du Comité permanent, fera l'objet de recommandations de suspension du commerce. Le Comité permanent ne fera pas de recommandation de suspension du commerce si une Partie a soumis son projet final, ou un calendrier législatif approprié, au Secrétariat, avant le délai de la 66^e session du Comité permanent, et qu'elle attend une réponse du Secrétariat.

À l'adresse du Secrétariat

- 16.38 Le Secrétariat:
- a) réunit et analyse les informations envoyées par les Parties concernant les mesures adoptées avant la 17^e session de la Conférence des Parties (CoP17) afin de remplir les obligations énoncées dans le texte de la Convention et dans la résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP15);
 - b) sous réserve d'un financement externe, fournit des conseils et une aide juridique aux Parties concernant l'élaboration de mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention, notamment des lignes directrices et une formation pour guider les autorités CITES, les rédacteurs des lois, les décideurs politiques, les organes judiciaires, les parlementaires et tout représentant des autorités publiques responsable de la formulation et de l'adoption de législations liées à la CITES;
 - c) coopère, pour l'assistance législative, avec les programmes juridiques des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le PNUE, la Banque mondiale et les banques régionales de développement, ainsi que des organisations régionales comme le secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Organisation du Traité de coopération amazonienne, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, la Ligue des États arabes, l'Organisation des États américains et le Programme régional océanien de l'environnement;
 - d) fait rapport aux 65^e, 66^e et 67^e sessions du Comité permanent sur les progrès accomplis par les Parties dans l'adoption de mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention et, si nécessaire, recommande l'adoption de mesures appropriées pour l'application de la Convention, notamment des recommandations de suspension du commerce;
 - e) signale au Comité permanent les pays nécessitant une attention prioritaire dans le cadre du projet sur les législations nationales; et

f) *fait rapport à la CoP17 sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP15), et des décisions 16.33-16.38.*

Compilation et analyse de l'information législative

6. Le tableau sur l'état des législations mis à jour, contenu dans l'annexe du présent document, fournit un résumé de l'information législative compilée et analysée par le Secrétariat à ce jour. Le tableau est divisé en six sections: i) les Parties dont la législation est dans la catégorie 1; ii) les pays identifiés comme nécessitant une attention prioritaire; iii) les Parties dont la législation se trouve dans la catégorie 2 ou 3, qui sont parties à la Convention depuis 20 ans au moins; iv) les Parties dont la législation est dans la catégorie 2 ou 3, qui sont parties à la Convention depuis moins de 20 ans mais plus de cinq ans; v) les Parties qui sont parties à la Convention depuis 5 ans au maximum; et vi) les territoires dépendants.
7. L'information suivante est fournie pour chaque Partie ou territoire dépendant dont la législation n'est pas encore dans la catégorie 1: Partie ou territoire dépendant; entrée en vigueur de la Convention (seulement pour les Parties); catégorie; plan; projet; soumise pour adoption; résumé sur les progrès; et prochaines étapes et besoins.
8. Les Parties identifiées comme nécessitant une attention prioritaire ont été incluses non seulement dans la section (ii) mais aussi dans la section (iii) ou la section (iv), selon le cas, afin d'indiquer clairement comment la décision 16.37 les concerne. Pour le moment, le Secrétariat n'a pas identifié, à l'intention du Comité permanent, d'autres pays nécessitant une attention prioritaire.
9. Conformément aux décisions 16.33 et 16.37, les Parties incluses dans la section (iii) ou la section (iv) feront l'objet de recommandations de suspension du commerce de spécimens d'espèces inscrites aux annexes CITES si ces Parties n'ont pas adopté de mesures appropriées ou convenu d'un calendrier législatif approprié avec le Secrétariat avant la 66^e session du Comité permanent (Genève, août 2015). Conformément à la décision 16.34, une Partie incluse dans la section (iv) doit informer le Secrétariat par écrit, avant la 66^e session du Comité permanent, de toute circonstance exceptionnelle qui l'empêcherait d'adopter des mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention.
10. Les Parties incluses dans la section (v) ne sont pas concernées par la décision 16.37.
11. Peu après la présente session, le Secrétariat écrira à toutes les Parties concernées par les mesures de respect de la Convention contenues dans les décisions 16.33, 16.34 et 16.37 pour leur demander de soumettre des informations au Secrétariat, 60 jours au moins avant la 66^e session du Comité permanent, sur l'adoption de mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention, d'un calendrier législatif approprié qui pourrait être convenu avec le Secrétariat ou, le cas échéant, sur toute circonstance exceptionnelle qui les empêcherait d'adopter des mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention.

Législation et mise en œuvre

12. La législation est cruciale si l'on veut contrôler efficacement le commerce des espèces sauvages. L'importance de veiller à intégrer dans la législation, de façon opportune, les amendements aux annexes CITES a été récemment portée à l'attention de nombreuses Parties et du Secrétariat, à propos de l'autorité juridique nécessaire pour lutter (dans les pays source, de transit et de destination) contre le commerce illégal des palissandres de Madagascar. Comme indiqué dans le document SC65 Doc. 48.1 sur les ébènes et les palissandres de Madagascar [voir paragraphes 15-17 et la recommandation contenue dans le paragraphe 23 e)], le Secrétariat a demandé à plusieurs Parties si elles avaient déjà intégré dans leur législation les amendements aux annexes adoptés à la CoP16. Ces consultations ont démontré que, dans certaines juridictions, cela n'avait pas encore été fait et, partant, qu'il n'y a pas d'autorité juridique adéquate pour empêcher les mouvements illégaux de palissandre, pour saisir les envois illégaux et pour poursuivre les contrevenants. Cette lacune a mis en évidence l'importance d'inclure dans la législation d'application de la CITES un mécanisme permettant d'y intégrer, dans la période de 90 jours pertinente, les amendements aux Annexes I et II adoptés par la Conférence des Parties (conformément à l'Article XV de la Convention) ou les espèces soumises par une Partie pour inscription à l'Annexe III (conformément à l'Article XVI de la Convention).
13. Outre ce qui précède, le Secrétariat souligne, dans les paragraphes 8 et 30 du document SC65 Doc. 38 sur les grands félins d'Asie, qu'il est crucial que les Parties aient une législation appropriée en vigueur pour appliquer les dispositions de la Convention.

Avis et assistance juridiques

Secrétariat

14. Avec des fonds externes fournis par l'Union européenne et le Japon, le Secrétariat a pu entreprendre des missions d'assistance législative dans les pays suivants: la Dominique, la Grenade, le Lesotho, le Mozambique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Swaziland et la Trinité-et-Tobago. Le Secrétariat est reconnaissant aux organes de gestion de ces pays pour leur appui technique et logistique ainsi que pour leur généreuse hospitalité. Lors de chaque mission, l'organe de gestion CITES a organisé des réunions individuelles ou conjointes avec des juristes du gouvernement, des organismes sectoriels, des responsables de l'application des lois ou autres acteurs intéressés. Le Secrétariat est particulièrement heureux de l'occasion qui lui a été donnée, dans plusieurs pays, de rencontrer des rédacteurs législatifs et des procureurs. Une mission semblable a été demandée et est prévue en Angola, avec des fonds externes fournis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des missions de ce type vers les pays lusophones semblent intéresser également le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et Sao Tomé-et-Principe, sous réserve des fonds disponibles.
15. La mise à disposition de fonds externes par l'Union européenne et le Japon a permis au Secrétariat de conclure des accords de financement à petite échelle (AFPE) avec les organes de gestion CITES des Maldives, du Mozambique et du Suriname dans le cadre desquels un consultant juridique local aide à réviser la législation en vigueur, à préparer un projet de législation, à organiser des consultations avec des organismes compétents et autres acteurs et à intégrer les commentaires dans le projet de législation révisé. Des AFPE semblables sont en discussion avec le Lesotho et Saint-Vincent-et-les Grenadines et des discussions seront bientôt ouvertes avec Sainte-Lucie, la Trinité-et-Tobago, la Dominique et la Grenade ainsi qu'avec d'autres Parties qui ont fait une demande officielle d'assistance législative. Certes, chaque gouvernement a des experts en mesure de préparer la législation mais les bureaux de rédaction juridique de nombreux gouvernements manquent de personnel et sont surchargés de tâches en attente. Une assistance financière modeste peut aider ces gouvernements à s'assurer les services d'éminents juristes locaux ayant une expérience de rédaction. Après la préparation du projet de législation finalisé dans le cadre d'un AFPE, les organes de gestion CITES ont généralement les ressources humaines nécessaires pour soumettre et promouvoir cette législation en vue de son adoption.
16. La législation nationale est une des questions prioritaires traitées dans les communications du Secrétariat avec les nouvelles Parties et lorsqu'il s'agit de leur fournir une assistance en matière de mise en œuvre.
17. À ce jour, des ateliers régionaux sur la législation ou des missions dans les pays ont été organisés pour l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone, l'Afrique du Nord et sahélienne, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie du Sud-Est. Deux ateliers CITES dans la région himalayenne, sur le commerce des plantes médicinales, ont donné l'occasion de traiter la législation CITES. Plus récemment, le Secrétariat a pu discuter de la législation CITES avec des fonctionnaires nationaux : au cours d'un atelier régional en Amérique centrale portant sur le renforcement des capacités des autorités CITES (Panama, mai 2013), en marge d'un atelier régional en Afrique centrale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et les outils de criminalité financière pour lutter contre le braconnage, organisé par la Banque mondiale (Libreville, août 2013) et lors d'un séminaire national sur le renforcement des capacités juridiques à traiter différents types de commerce illégal, organisé par INTERPOL (Asunción, juin 2014).
18. Le Secrétariat continue de commenter, par oral ou par écrit, les projets de législation ou les législations adoptées, et de les discuter avec les Parties qui le demandent. Plusieurs discussions bilatérales sur les analyses législatives révisées qui pourraient aboutir au classement de la législation en catégorie 1 sont en cours.
19. Les équipes qui travaillent aux Services réglementaires et Gestion des connaissances et services d'information du Secrétariat collaborent à l'utilisation de moyens électroniques et autres technologies pour renforcer et surveiller la fourniture d'assistance législative. Le Secrétariat prévoit d'engager un consultant à court terme pour l'aider à finaliser une section du site web sur la législation, conclure d'autres accords de financement à petite échelle pour l'assistance législative et faire progresser plus rapidement les consultations législatives bilatérales avec les Parties. L'aide de toute Partie ayant la possibilité de déléguer un juriste auprès du Secrétariat pour aider à la mise en œuvre du PLN, de préférence une personne ayant des compétences linguistiques en anglais et en français, serait fort appréciée.

Assistance bilatérale

20. Dans la période 2010-2013, dans le contexte d'un programme de formation à la prévention du commerce illégal des espèces sauvages en Océanie, la Nouvelle-Zélande a apporté une aide en matière de législation CITES au Samoa, aux Îles Salomon et aux Palaos. Les États-Unis d'Amérique ont récemment fourni un appui au Chili et au Gabon en matière d'élaboration d'une législation d'application de la CITES. Le Secrétariat a fourni un appui technique (c.-à-d. des copies de projets de législation précédents ou des exemples d'autres législations CITES) aux pays donateurs et bénéficiaires mentionnés ci-dessus.

Assistance de l'ONU et des OIG

21. Au début de cette année, l'ONUDC a informé le Secrétariat de son intention d'engager un consultant local et un consultant international pour l'aider à réviser la législation sur la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts et les structures de lutte contre la fraude de la République-Unie de Tanzanie. Le Secrétariat a demandé l'aide du PNUE pour identifier un expert juridique local en République-Unie de Tanzanie et a envoyé les coordonnées de cette personne à l'ONUDC. Le PNUE entame également un projet de mise en œuvre des lois sur les espèces sauvages en République-Unie de Tanzanie et le Secrétariat lui a fourni des informations sur le projet sur les législations nationales à l'occasion d'une visite du représentant du PNUE dans les bureaux du Secrétariat. Le PNUE, l'ONUDC et la CITES resteront en contact et continueront de coordonner leurs travaux relatifs à la législation dans ce pays. En décembre 2013, en marge d'un atelier de l'ICCWC, l'ONUDC a informé le Secrétariat sur sa base de données SHERLOC (acronyme anglais de *SHaring Electronic Resource and Laws against Organized Crime*) et a mentionné que la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts est un des types de criminalité couverts par ce système. Le Secrétariat a indiqué qu'il serait prêt à partager des informations législatives et de jurisprudence pertinentes pour intégration dans SHERLOC et à identifier d'autres sources potentielles d'information de ce type qui pourraient être utilisées par l'ONUDC.
22. La législation CITES est un élément essentiel pour l'analyse et l'éventuel suivi dans les pays qui ont mis en œuvre la compilation d'outils de l'ICCWC pour l'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts (p. ex., le Bangladesh) ou qui prévoient de l'appliquer (p. ex., l'Angola, le Gabon, le Népal). La première partie de la compilation d'outils de l'ICCWC traite de la législation relative aux infractions liées aux espèces sauvages et aux forêts et à d'autres activités illicites.
23. Des discussions sont en cours avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les meilleurs moyens de joindre nos forces avec celles du Service droit et développement de la FAO dans les pays d'intérêt ou de préoccupation mutuels concernant l'assistance en matière de rédaction de la législation. Le but est de déterminer des possibilités de profiter de travaux mutuels ou de préparer des travaux conjoints dans des pays donnés, en utilisant les fonds disponibles.
24. La Banque asiatique de développement (BASD) entreprend des projets d'application des lois liées aux espèces sauvages dans plusieurs pays intéressés et a convenu de soutenir, si nécessaire, les efforts d'élaboration de lois d'application de la CITES. Dans ce contexte, le Secrétariat a informé deux collègues de la BASD du projet sur les législations nationales lors d'une téléconférence récente et a apporté quelques suggestions sur de possibles consultants juridiques locaux et régionaux.

Autre assistance

25. Le Secrétariat croit savoir que l'UICN a apporté une assistance en matière de rédaction juridique à l'Afghanistan, au Pakistan et aux Palaos.
26. Un représentant de l'initiative 'Stop Ivory' a rendu visite au Secrétariat et a été informé du projet sur les législations nationales, dans le contexte des travaux prévus par cette initiative pour fournir une aide législative à des Parties intéressées.

Appui aux procureurs et à l'appareil judiciaire

27. Comme mentionné plus haut, le Secrétariat a pu discuter de la CITES avec des procureurs lors de nombreuses missions récentes dans différents pays.
28. En outre, le Secrétariat a participé aux manifestations suivantes: un atelier sur les normes juridiques pour l'utilisation des données de code-barres ADN à des fins d'analyse judiciaire (Pretoria, juin 2013); un atelier de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA) pour les juges et les procureurs

(Lima, juillet 2013); l'atelier régional en Afrique centrale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et les outils de criminalité financière pour lutter contre le braconnage, mentionné au paragraphe 17 ci-dessus; une réunion avec les procureurs d'Amérique du Sud chargés de l'environnement (Buenos Aires, août 2013) organisée par le Secrétariat et la Convention de Bâle; une réunion d'Eurojust (réseau des procureurs européens) qui a examiné la criminalité liée aux espèces sauvages pour la première fois (La Haye, novembre 2013); une réunion du réseau des procureurs d'Amérique centrale (San José, décembre 2013); un atelier de l'ICCWC sur les indicateurs de lutte contre la fraude, y compris les aspects juridiques et législatifs de ce travail (Vienne, décembre 2013); et le séminaire d'INTERPOL sur le renforcement des capacités juridiques pour lutter contre différents types de commerce illégal, mentionné au paragraphe 17 ci-dessus. Le Secrétariat n'a malheureusement pas pu participer à une réunion sur la CITES pour les juges d'Amérique centrale organisée avec l'appui du Département de l'intérieur des États-Unis (Panama, juin 2014).

29. Les réunions du Gabon et du Paraguay, mentionnées dans les paragraphes 17 et 31 ci-dessus, ont montré l'importance de garantir que la criminalité liée aux espèces sauvages soit traitée comme une infraction grave avec des sanctions associées et soit expressément intégrée dans la législation relative à la criminalité organisée, la criminalité financière, le recouvrement des avoirs et les techniques spéciales d'enquête telles que les livraisons surveillées, le recours à des agents infiltrés et la surveillance des communications. À cet égard, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a adopté la résolution 2013/40 qui encourage les États Membres à ériger le trafic illégal d'espèces protégées de faune et de flore sauvages, dès lors qu'y participent des groupes criminels organisés, en infraction grave. L'adoption de la résolution (qui émanait d'une recommandation adoptée à la 22^e session de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime, organisée à Vienne en avril 2013) est un pas important visant à garantir qu'il soit tiré pleinement parti de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée pour lutter efficacement contre la criminalité organisée liée aux espèces sauvages et aux forêts.

Recommandations

30. Le Secrétariat recommande que le Comité permanent prenne note de l'information contenue dans le présent rapport ainsi que d'une mise à jour orale donnée à la présente session.
31. Le Comité permanent pourrait souligner la nécessité pour toute Partie concernée par les mesures de respect de la Convention contenues dans les décisions 16.33, 16.34 et 16.37 de soumettre des informations au Secrétariat, 60 jours au moins avant la 66^e session du Comité permanent, sur l'adoption de mesures appropriées pour une mise en œuvre effective de la Convention.
32. Le Secrétariat recommande en outre que le Comité permanent encourage les pays et organismes donateurs à fournir une assistance technique ou financière aux Parties mentionnées dans l'annexe comme ayant un besoin, déterminé ou possible, d'assistance en matière de rédaction, de préférence en permettant à l'organe de gestion CITES pertinent d'engager un expert juridique local pour ce travail.

STATUS OF LEGISLATIVE PROGRESS FOR IMPLEMENTING CITES
(UPDATED ON 30 JUNE 2014)

PARTIES WITH LEGISLATION IN CATEGORY 1

Argentina	Lithuania
Australia	Luxembourg
Austria	Madagascar
Bahamas	Malaysia
Barbados	Malta
Belgium	Mexico
Brazil	Monaco
Brunei Darussalam	Namibia
Bulgaria	Netherlands
Cambodia	New Zealand
Cameroon	Nicaragua
Canada	Nigeria
China	Norway
Colombia	Panama
Costa Rica	Papua New Guinea
Croatia	Peru
Cuba	Poland
Cyprus	Portugal
Czech Republic	Qatar
Democratic Republic of the Congo	Republic of Korea
Denmark	Romania
Dominican Republic	Russian Federation
Egypt	San Marino
El Salvador	Saudi Arabia
Equatorial Guinea	Senegal
Estonia	Singapore
Ethiopia	Slovakia
Fiji	Slovenia
Finland	South Africa
France	Spain
Germany	Sweden
Greece	Switzerland
Guatemala	Thailand
Honduras	Turkey
Hungary	Ukraine
Iceland	United Arab Emirates
Indonesia	United Kingdom of Great Britain and Northern
Iran (Islamic Republic of)	Ireland
Ireland	United States of America
Italy	Uruguay
Jamaica	Vanuatu
Japan	Viet Nam
Latvia	Yemen
Liechtenstein	Zimbabwe

Table 1: Parties requiring attention as a priority

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Algeria	21.02.1984	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared; revised draft legislation soon to be submitted to Secretariat	Finalization and submission of draft legislation
Belize	21.09.1981	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; draft now being revised with input from SA	Finalization and submission of draft legislation
Bolivia (Plurinational State of)	04.10.1979	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; possible need for drafting assistance
Comoros	21.02.1995	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; earlier legal drafting team was dissolved due to personnel changes and is being re-established in relevant Ministry; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Djibouti	07.05.1992	3	Yes	No		Previous engagement with Permanent Mission in Geneva and Ministry of Environment but not MA; offer of Secretariat mission accepted but no date set and no recent information on status	Preparation of draft legislation; additional political engagement and drafting assistance needed
Guinea-Bissau	14.08.1990	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; current priority seems given to forest policy and legislation; formal request for assistance; Secretariat mission planned earlier, as part of support to Lusophone countries, but MZ and AO placed ahead	Finalization and submission of draft legislation, drafting assistance needed
Kazakhstan	19.04.2000	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between KZ and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Kenya	13.03.1979	2				Enabling wildlife legislation enacted	Agreement between KE and Secretariat on revised legislative analysis, including need for implementing legislation to achieve Category 1 status; internal or external drafting assistance seems available

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Liberia	09.06.1981	3	Yes	Yes	Yes?	New wildlife legislation reported in media as submitted to Parliament - no copy yet provided to Secretariat	Provision of any submitted legislation to Secretariat; enactment, followed by agreement between LR and Secretariat on revised legislative analysis
Mauritania	11.06.1998	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation; formal request for assistance	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Mozambique	23.06.1981	2	Yes			CITES-specific legislation enacted; text reviewed by MZ and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified gaps; small-scale funding agreement concluded between MZ and Secretariat	Under SSFA, local legal consultant reviewing existing legislation, preparing new draft legislation to address gaps, assisting with national consultative process and preparing final draft legislation
Pakistan	19.07.1976	3				CITES law enacted at federal level; implementing regulations under development with external assistance	Agreement between PK and Secretariat on revised legislative analysis
Paraguay	13.02.1977	2				Enabling and implementing legislation enacted; texts reviewed by PY and Secretariat	Agreement between PY and Secretariat on revised legislative analysis, including need for penalization and confiscation provisions to achieve Category 1 status
Rwanda	18.01.1981	3	Yes	Yes		Wildlife Policy adopted; earlier draft legislation was to be aligned with Policy and submitted in late 2013 but no recent information on status	Finalization and submission of final draft legislation
Somalia	02.03.1986	3	Yes	No		List of CITES-relevant legislation provided earlier; formal request for assistance	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
United Republic of Tanzania	27.02.1980	2	Yes	Yes		CITES legislation enacted for Tanzania mainland; comprehensive draft legislation prepared for Zanzibar; draft reviewed by TZ and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified points for clarification and possible gaps; related consultations scheduled between officials from TZ mainland and Zanzibar	Finalization and submission of draft legislation for Zanzibar; internal and external drafting assistance seems available, if needed

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Venezuela (Bolivarian Republic of)	22.01.1978	2	Yes	Yes		Draft CITES-implementing legislation to have been enacted in December 2013 but no recent information on status	Submission of draft legislation or enactment, followed by agreement between VZ and Secretariat on revised legislative analysis

Table 2: Parties with legislation in Category 2 or 3, which had been party to the Convention for twenty years or more as of March 2013

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Afghanistan	28.01.1986	3	Yes	Yes		Enabling legislation (environmental) enacted; implementing regulations were prepared and later revised but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; external drafting assistance seems available, if needed
Algeria	21.02.1984	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared; revised draft legislation should be submitted to Secretariat soon	Finalization and submission of draft legislation
Bangladesh	18.02.1982	2				Enabling legislation enacted; implementing regulations under consideration	Agreement between BD and Secretariat on revised legislative analysis, including need for implementing regulations to achieve Category 1 status
Belize	21.09.1981	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared earlier; text now being revised with input from SA	Finalization and submission of draft legislation
Benin	28.05.1984	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Bolivia (Plurinational State of)	04.10.1979	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; possible need for drafting assistance
Botswana	12.02.1978	2	Yes	Yes		CITES legislation for terrestrial wildlife and for plants enacted; draft amendments to wildlife act, covering fish species, shared with Secretariat for comments	Review by BW and Secretariat of fish-related provisions of draft wildlife legislation and agreement on any needed revisions; finalization and submission of draft legislation
Burkina Faso	11.01.1990	2	Yes	No		Commitment to draft legislation but no recent information on status	Preparation of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Burundi	06.11.1988	3				CITES legislation enacted	Agreement between BI and Secretariat on revised legislative analysis
Central African Republic	25.11.1980	3	Yes	No		Commitment to draft legislation but no recent information on status	Preparation of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Chad	03.05.1989	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared; information on status requested during recent visit of TD delegation to Secretariat	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Chile	01.07.1975	2	Yes	Yes	Yes	Draft legislation prepared and submitted to Parliament; parliamentary status recently reviewed and decision taken to revise/update bill before progressing it to enactment	Revision of submitted legislative bill and enactment, followed by agreement between CL and the Secretariat on revised legislative analysis
Congo	01.05.1983	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared but no recent information on status; copies of CITES-relevant legislation provided to Secretariat (protected domestic species, wildlife and protected areas, forests)	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Djibouti	07.05.1992	3	Yes	No		Previous engagement with Permanent Mission in Geneva and Ministry of Environment but not MA; offer of Secretariat mission accepted but no date set and no recent information	Preparation of draft legislation; additional political engagement and drafting assistance needed
Ecuador	01.07.1975	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared; CITES workshop organized in the country and follow-up underway	Finalization and submission of draft legislation; additional political engagement needed, particularly as constitution now under review/revision and this may affect progress
Gabon	14.05.1989	2	Yes	No		Commitment to draft legislation; existing legislation reviewed by GA and Secretariat; legislative guidance material and examples provided by Secretariat	Preparation of draft legislation; internal and external drafting assistance seems available
Gambia	24.11.1977	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Ghana	12.02.1976	3	Yes	Yes		Comprehensive draft and revised draft legislation prepared; personnel changes have caused delay in submission for enactment; media article indicates government is reviewing forest and wildlife policy, which may have implications for draft legislation	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Guinea	20.12.1981	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared but no recent information on status; enactment of legislation is key element in current CITES compliance matter concerning Guinea	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Guinea-Bissau	14.08.1990	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared but current priority on forest policy and legislation; formal request for assistance; Secretariat mission planned earlier, as part of support to Lusophone countries, but MZ and AO placed ahead	Finalization and submission of draft legislation, drafting assistance needed
Guyana	25.08.1977	2	Yes	Yes		Comprehensive draft and revised draft legislation prepared; recent enactment of domestic wildlife management and conservation regulations (under environmental protection law); enactment of CITES legislation is to follow	Finalization and submission of draft legislation
India	18.10.1976	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between IN and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Israel	17.03.1980	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between IL and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Jordan	14.03.1979	2				CITES legislation enacted; text reviewed by JO and Secretariat and agreed that an expert legal translation into English would be prepared to allow clarification of several matters	Agreement between JO and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Kenya	13.03.1979	2				Enabling wildlife legislation enacted	Agreement between KE and Secretariat on revised legislative analysis, including need for implementing legislation to achieve Category 1 status; internal or external drafting assistance seems available

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Liberia	09.06.1981	3	Yes	Yes	Yes?	New wildlife legislation reported in media as submitted to Parliament - no copy yet provided to Secretariat	Provision of any submitted legislation to Secretariat; enactment, followed by agreement between LR and Secretariat on revised legislative analysis
Malawi	06.05.1982	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation
Mauritius	27.07.1975	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared; text reviewed by MU and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified points for clarification and possible gaps; further development underway	Finalization and submission of draft legislation
Morocco	14.01.1976	2	Yes	Yes		Comprehensive CITES enabling legislation enacted; implementing legislation under development	Finalization and submission of draft implementing legislation
Mozambique	23.06.1981	2	Yes			CITES-specific legislation enacted; text reviewed by MZ and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified gaps; small-scale funding agreement concluded between MZ and Secretariat	Under SSFA, local legal consultant reviewing existing legislation, preparing new draft legislation to address gaps, assisting with national consultative process and preparing final draft legislation
Nepal	16.09.1975	3	Yes	Yes	Yes	Draft legislation prepared and submitted several years ago but still pending enactment	Review by NP and Secretariat and possible revision/updating of submitted legislation might facilitate its enactment
Niger	07.12.1975	3	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared; text reviewed by NE and Secretariat; no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Pakistan	19.07.1976	3				CITES law enacted at federal level; implementing regulations under development with external assistance	Agreement between PK and Secretariat on revised legislative analysis
Paraguay	13.02.1977	2				Enabling and implementing legislation enacted; texts reviewed by PY and Secretariat	Agreement between PY and Secretariat on revised legislative analysis, including need for penalization and confiscation provisions to achieve Category 1 status

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Philippines	16.11.1981	2				CITES enabling and implementing legislation enacted	Agreement between PH and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Rwanda	18.01.1981	3	Yes	Yes		Wildlife Policy adopted; earlier draft legislation was to be aligned with Policy and submitted in late 2013 but no recent information on status	Finalization and submission of final draft legislation
Saint Lucia	15.03.1983	2	Yes	Yes		CITES enabling legislation enacted; implementing legislation still under development; legislative status and gaps reviewed by LC and Secretariat; formal request for assistance	Finalization and submission of draft implementing legislation; drafting assistance needed
Saint Vincent and the Grenadines	28.02.1989	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared; existing and draft legislation reviewed by VC and Secretariat; formal request for assistance; draft small scale funding agreement under review by VC	Under draft SSFA local legal consultant to review existing legislation, prepare new draft legislation to address gaps, assist with national consultative process and prepare final draft legislation
Seychelles	09.05.1977	3	Yes	Yes		A number of draft legislative texts have been prepared; most recently, CITES was to be included in draft biodiversity legislation but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation
Somalia	02.03.1986	3	Yes	No		List of CITES-relevant legislation provided earlier; formal request for assistance	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Sri Lanka	02.08.1979	3	Yes	Yes		Draft and comprehensive revised draft legislation prepared and provided to legal drafters; text reviewed by LK and Secretariat and points for clarification identified; no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation
Sudan	24.01.1983	2	Yes	Yes	Yes	Draft legislation submitted to parliament several years ago but no recent information on status; personnel changes have occurred in MA and situation needs to be revisited	Review by SD and Secretariat and possible revision/updating of submitted legislation might facilitate its enactment

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Suriname	15.02.1981	2	Yes	Yes		Final draft legislation developed under small scale funding agreement between SR and Secretariat; under consideration for submission	Enactment, followed by agreement between SR and Secretariat on revised legislative analysis
Togo	21.01.1979	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between TG and Secretariat on revised legislative analysis
Trinidad and Tobago	18.04.1984	2	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared; existing and draft legislation reviewed by TT and Secretariat; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Tunisia	01.07.1975	2	Yes	Yes		Comprehensive draft and revised draft legislation prepared; text reviewed by TN and Secretariat; government legal advisor now reviewing text	Finalization and submission of draft legislation
Uganda	16.10.1991	3	Yes	Yes	Yes	Wildlife Policy adopted; draft legislation aligned with policy and submitted to Cabinet	Enactment, followed by agreement between UG and Secretariat on revised legislative analysis
United Republic of Tanzania	27.02.1980	2	Yes	Yes		CITES legislation enacted for Tanzania mainland; comprehensive draft legislation prepared for Zanzibar; draft reviewed by TZ and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified points for clarification and possible gaps; related consultations scheduled between officials from TZ mainland and Zanzibar	Finalization and submission of draft legislation for Zanzibar; internal and external drafting assistance seems available, if needed
Venezuela (Bolivarian Republic of)	22.01.1978	2	Yes	Yes		Comprehensive draft CITES-implementing legislation to have been enacted in December 2013 but no recent information on status	Submission of draft legislation or enactment, followed by agreement between VZ and Secretariat on revised legislative analysis
Zambia	22.02.1981	2	Yes	No		CITES legislation enacted; subsequent review by ZM and Secretariat identified certain legislative gaps; ZM has been developing draft legislation to address gaps but no recent information on status	Finalization and submission of draft supplemental legislation

Table 3: Parties with legislation in Category 2 or 3, which had been party to the Convention for less than twenty years and more than five years as of March 2013

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Albania	25.09.2003	3				CITES legislation enacted; no English translation provided to Secretariat	Translation of legislation into one of CITES working languages (assistance possibly needed) and agreement between AL and Secretariat on revised legislative analysis
Antigua and Barbuda	06.10.1997	3	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Armenia	21.01.2009	3				CITES legislation enacted; no English translation provided to Secretariat	Translation of legislation into one of CITES working languages (assistance possibly needed) and agreement between AL and Secretariat on revised legislative analysis
Azerbaijan	21.02.1999	2				CITES legislation enacted; English translation provided to Secretariat	Agreement between AZ and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Belarus	08.11.1995	2				Enabling and implementing legislation enacted; English translation provided to Secretariat	Agreement between BY and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Bhutan	13.11.2002	3	Yes	Yes		Enabling legislation (forest and wildlife) enacted; review by BT and Secretariat of existing and planned legislation; draft implementing legislation was to be developed but personnel changes have prompted additional internal review in BT	Agreement by BT and Secretariat on legislative analysis of existing legislation and need for supplemental legislation
Bosnia and Herzegovina	21.04.2009	3	No	No		Commitment to prepare draft legislation; formal request for assistance	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Cape Verde	08.11.2005	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation; formal request for assistance; one of target countries for Secretariat assistance to Lusophone countries	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Comoros	21.02.1995	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Côte d'Ivoire	19.02.1995	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Dominica	02.11.1995	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; existing and draft legislation reviewed by DM and Secretariat; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Eritrea	22.01.1995	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared several years ago but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation
Georgia	12.12.1996	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between GE and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Grenada	28.11.1999	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared; existing and draft legislation reviewed by GD and Secretariat; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Kazakhstan	19.04.2000	2				Enabling and implementing legislation enacted	Agreement between KZ and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Kuwait	10.11.2002	2	Yes	Yes		CITES legislation enacted; subsequent review by KW and Secretariat identified certain gaps; additional legislation developed; subsequent written Secretariat comments on draft and supporting material provided; currently in process of enactment	Enactment, followed by agreement between KW and Secretariat on revised legislative analysis including possible Category 1 status
Kyrgyzstan	02.09.2007	2				CITES legislation enacted	Agreement between KG and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Lao People's Democratic Republic	30.05.2004	3				CITES legislation enacted	Agreement between LA and Secretariat on revised legislative analysis

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Lesotho	30.12.2003	3	Yes	No		Enabling legislation (environmental) enacted; external legislative assessment; review by LS and Secretariat of existing CITES-related legislation; formal request for assistance; draft outline of small scale funding agreement under consideration by LS	Conclusion of SSFA for legal consultant (local, if possible) to update past reviews of existing legislation, prepare new draft legislation to address gaps, assist with national consultative process and prepare final draft legislation
Libya	28.04.2003	3	Yes	Yes		Draft legislation prepared but no English translation yet provided to Secretariat	Upon receipt of English translation, LY and Secretariat should review draft and agree on any revisions needed to finalize it for submission
Mali	16.10.1994	2	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation but no recent information on status	Preparation of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Mauritania	11.06.1998	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation; formal request for assistance	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Mongolia	04.04.1996	2				CITES legislation enacted; text reviewed by MN and Secretariat and points for clarification as well as need for implementing legislation were identified; no recent information on status	Agreement by MN and Secretariat on revised legislative analysis, including need for implementing legislation to achieve Category 1 status
Montenegro	03.06.2006	2				CITES legislation enacted	Agreement between ME and Secretariat on revised legislative analysis
Myanmar	11.09.1997	3				CITES legislation enacted	Agreement between MM and Secretariat on revised legislative analysis
Oman	17.06.2008	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation but no recent information on status	Preparation of draft legislation
Palau	15.07.2004	3	Yes	Yes		Comprehensive revised draft legislation recently shared with Secretariat for comments	Provision of Secretariat comments; finalization and submission of draft legislation; internal and external drafting assistance seems available
Republic of Moldova	27.06.2001	2				CITES legislation enacted	Agreement between MK and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Saint Kitts and Nevis	15.05.1994	2				CITES legislation enacted	Agreement between KN and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Samoa	07.02.2005	3	Yes	No		Draft legislation prepared and in process of submission; formal request for assistance	Finalization and submission of draft legislation; drafting assistance needed
Sao Tome and Principe	07.11.2001	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation; formal request for assistance; one of target countries for Secretariat assistance to Lusophone countries	Preparation of draft legislation; drafting assistance needed
Serbia	03.06.2006	2				CITES legislation enacted	Agreement between RS and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Sierra Leone	26.01.1995	3	Yes	Yes		Wildlife Policy and Forest Policy adopted; amendments to related laws and regulations underway	Review/revision of draft legislation by SL and Secretariat; finalization and submission of draft legislation
Solomon Islands	24.06.2007	3	Yes	No		Commitment to prepare draft legislation; review of existing legislation underway	Preparation of draft legislation; drafting assistance possibly needed
Swaziland	27.05.1997	3	Yes	Yes		Comprehensive draft and revised draft legislation prepared; text reviewed by SZ and Secretariat; subsequent written Secretariat comments identified points for clarification and possible gaps; further development of legislation, with legal drafter, underway	Finalization and submission of draft legislation
Syrian Arab Republic	29.07.2003	3	Yes	Yes		Comprehensive draft legislation prepared and submitted to Prime Minister for discussion; English translation provided to Secretariat	Review/revision of draft legislation by SY and Secretariat; finalization and submission of draft legislation
The former Yugoslav Republic of Macedonia	02.10.2000	2				CITES legislation enacted	Agreement between MK and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status

Party	Entry into force of the Convention	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Uzbekistan	08.10.1997	2	Yes	Yes		Draft legislation prepared; currently under discussion; no English translation yet provided to Secretariat	Finalization and submission of draft legislation

Table 4: Parties which had been party to the Convention for five years or less as of March 2013

Party	Entry into force	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Progress summary	Next steps/needs
Angola	31/12/2013	p				Formal request for assistance; Secretariat legislative and technical assistance mission planned in 2014	Review by AO and Secretariat of existing CITES-related legislation; preparation of draft legislation elements to address any gaps; external funds available for review, drafting and internal consultation assistance
Bahrain	17/11/2012	p				Comprehensive draft legislation prepared and under internal discussion	Finalization and submission of draft legislation
Iraq	06/05/2014	p				Consultations between IQ and Secretariat are in early stages	Review by IQ and Secretariat of existing CITES-related legislation
Lebanon	26/05/2013	p				Consultations between LB and Secretariat are in early stages; possible Secretariat technical assistance mission for new Party	Review by LB and Secretariat of existing CITES-related legislation and agreement on legislative analysis
Maldives	12/03/2013	p				Legislation discussed during national CITES workshop; formal request for assistance; small scale funding agreement concluded between MV and Secretariat	Under SSFA, local legal consultant reviewing existing legislation, preparing new draft legislation to address gaps, assisting with national consultative process and preparing final draft legislation

Table 5: Dependent territories

Dependent territory	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Dep.	Progress summary	Next steps/needs
American Samoa	1				US		
Anguilla	1				GB		
Aruba	2				NL	CITES legislation enacted	Agreement between NL and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Bailiwick of Guernsey	3	Yes	Yes		GB	Comprehensive enabling and implementing legislation prepared; submitted for Secretariat comments	Review by GB and Secretariat before finalization and submission of draft legislation
Bailiwick of Jersey	1				GB		
Bermuda	2	Yes	No		GB	Commitment to prepare draft legislation; CITES workshop for OTs and CDs held earlier this year; draft text should soon be submitted to the Secretariat for comments	Preparation of draft legislation
British Indian Ocean Territory	1				GB		
British Virgin Islands	2	Yes	Yes		GB	Draft legislation prepared and under further development; CITES workshop for OTs and CDs held earlier this year; follow-up underway	Preparation and submission of final draft legislation
Cayman Islands	2	Yes	Yes		GB	Comprehensive draft legislation prepared and under further development; CITES workshop for OTs and CDs held earlier this year; follow-up underway	Preparation and submission of final draft legislation
French Guiana	1				FR		
French Polynesia	2				FR	CITES legislation enacted	Agreement between FR and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Gibraltar	1				GB		

Dependent territory	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Dep.	Progress summary	Next steps/needs
Greenland	2				DK	Comprehensive CITES legislation enacted; review by Greenland and Secretariat identified possible gaps; Greenland and Secretariat now reviewing the matter again	Agreement by Greenland and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
Guadeloupe	1				FR		
Guam	1				US		
Hong Kong SAR	1				CN		
Isle of Man	1				GB		
Macao SAR	2	Yes	Yes	Yes	CN	Comprehensive draft legislation prepared and submitted for enactment but no recent information on status	Enactment, followed by agreement between Macao SAR and Secretariat on revised legislative analysis
Martinique	1				FR		
Montserrat	2	Yes	Yes		GB	Draft legislation prepared and under further development; CITES workshop for OTs and CDs held earlier this year; follow-up underway	Preparation and submission of final draft legislation
Netherlands Antilles	2				NL	CITES legislation enacted	Agreement between NL and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status
New Caledonia	2	Yes	Yes		FR	Draft legislation prepared but no recent information on status	Finalization and submission of draft legislation
Northern Mariana Islands	1				US		
Pitcairn Islands	1				GB		
Puerto Rico	1				US		
Réunion	1				FR		
Saint Helena, Tristan de Cunha and the Ascension Islands	2	Yes	Yes		GB	Comprehensive draft legislation prepared for Acension Island; text submitted for Secretariat comments; draft legislation for Saint Helena soon to be submitted for Secretariat comments	Preparation of draft legislation for Saint Helena and Tristan de Cunha Island; finalization and submission of draft legislation for Acension Island
Saint Pierre and Miquelon	1				FR		

Dependent territory	Category	Plan	Draft	Submitted for enactment	Dep.	Progress summary	Next steps/needs
Virgin Islands of the United States	1				US		
Wallis and Futuna Islands	2				FR	CITES legislation enacted	Agreement between FR and Secretariat on revised legislative analysis, including possible Category 1 status

Note: Turks and Caicos have developed draft legislation. The Convention will be extended to cover this dependent territory of the United Kingdom once it has enacted legislation which qualifies for Category-1 status.

Keys

- Category:**
- 1: legislation that is believed generally to meet all four requirements for effective implementation of CITES
 - 2: legislation that is believed generally to meet one to three of the four requirements for effective implementation of CITES
 - 3: legislation that is believed generally not to meet any of the four requirements for effective implementation of CITES
 - p: pending submission of legislation to the Secretariat
- shaded text:** changes since CoP16
- *: translation required
- Plan:** CITES legislation plan submitted to the Secretariat
- Draft:** Draft legislation submitted to the Secretariat for comments
- Submitted for enactment:** Draft legislation submitted to Cabinet or parliament for enactment
- Entry into force of the Convention:** Date on which Party's adherence to the Convention took effect
- Dep.:** Two-letter ISO code of the State of which the territory is a dependency